

Experts-Comptables  
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME

Pascale DUCLERMORTIER

Aline MILLE

Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE

Stéphane MAYET

Iris REZARD

## MUSIQUES SUR LA VILLE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège : 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

# **MUSIQUES SUR LA VILLE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège : 13, Rue Saint-Dominique  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

---

SIRET : 404.204.513.00018

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES** **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

### **I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Musiques sur la Ville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. OBSERVATIONS**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES » figurant dans l'annexe des comptes annuels et relatif au changement de méthode comptable résultant de l'application du règlement ANC N° 2022-06.

### **IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Nous nous sommes également attachés à justifier le montant des subventions avec les conventions émanant des organismes financeurs.

### **V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 4 juin 2026

**FCN**

Commissaire aux comptes



**Perrine MOZET**  
Associée

## **ANNEXE**

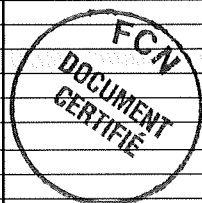
### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES** **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**MUSIQUES SUR LA VILLE**  
BILAN ACTIF AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF Transition	Exercice N (selon ANC 2022-06 et 2023-03)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 395	2 395	0	0
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 710	43 602	7 107	8 870
Autres immobilisations corporelles	20 385	20 077	308	1 336
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	15		15	15
<b>Total I</b>	<b>73 505</b>	<b>66 074</b>	<b>7 430</b>	<b>10 221</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 139		5 139	500
Autres	5 825		5 825	24 255
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	81 367		81 367	49 745
Charges constatées d'avance	1 848		1 848	6 877
<b>Total II</b>	<b>94 178</b>	<b>0</b>	<b>94 178</b>	<b>81 377</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>167 682</b>	<b>66 074</b>	<b>101 608</b>	<b>91 598</b>

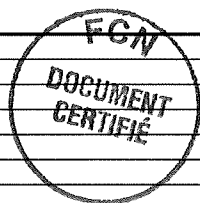




MUSIQUES SUR LA VILLE  
BILAN PASSIF AU 31 DECEMBRE 2025

Nomenclature 2020 & PCG

PASSIF Transition	Exercice N (selon ANC 2022-06 et 2023-03)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	94 611	83 499
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-78 028	-78 028
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 183	11 113
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>12 400</b>	<b>16 584</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	0	378
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>12 400</b>	<b>16 962</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	48 044	41 068
<b>Total III</b>	<b>48 044</b>	<b>41 068</b>
<b>FONDS DEDIES</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	29	27
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 657	6 819
Dettes fiscales et sociales	34 381	26 677
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	96	45
<b>Total IV</b>	<b>41 163</b>	<b>33 568</b>
Ecarts de conversion passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>101 608</b>	<b>91 598</b>



MUSIQUES SUR LA VILLE  
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nomenclature 2020 & PCG

COMPTE DE RESULTAT Transition	Exercice N (selon ANC 2022-06 et 2023-03)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	60	165
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 681	4 831
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	66 824	60 917
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	337 563	355 550
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 460	1 780
Mécénats	30 450	32 670
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		8 523
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	66	
<b>Total I</b>	<b>439 104</b>	<b>464 436</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	761	2 194
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	194 724	193 762
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 518	2 594
Salaires et traitements	154 420	157 232
Charges sociales	69 011	63 424
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 391	3 551
Dotations aux provisions	6 976	21 443
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12 907	13 213
<b>Total II</b>	<b>444 706</b>	<b>457 413</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-5 602</b>	<b>7 023</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 420	1 819
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>1 420</b>	<b>1 819</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 420</b>	<b>1 819</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-4 183</b>	<b>8 842</b>



MUSIQUES SUR LA VILLE  
COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Nomenclature 2020 & PCG

COMPTE DE RESULTAT Transition	Exercice N (selon ANC 2022-06 et 2023-03)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		1 409
Sur opérations en capital		972
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>0</b>	<b>2 381</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		110
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>0</b>	<b>110</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>2 271</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>440 524</b>	<b>468 636</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>444 707</b>	<b>457 523</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-4 183</b>	<b>11 113</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	33 026	29 236
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>33 026</b>	<b>29 236</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	33 026	29 236
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>33026</b>	<b>29236</b>

## **MUSIQUES SUR LA VILLE ANNEXE DE L'EXERCICE 2025**

Les tableaux ci-joints font partie intégrante de l'annexe.

### **1°) OBJET**

L'objet social est décrit ainsi dans nos statuts :

« Développer et soutenir des projets d'action culturelle dans un propos d'éducation populaire et de de promotion de la diversité et de l'échange. Favoriser la création, la production, l'édition et la diffusion de toutes sortes d'œuvres culturelles et artistiques, notamment musicales. Proposer des actions spécifiques et motivantes pour développer la participation, la responsabilisation, l'intégration de la jeunesse. Contribuer par son action au rayonnement de Châlons-en-Champagne et de sa région. »



### **2°) FAITS CARACTÉRISTIQUES SUR L'EXERCICE**

Une baisse cumulée des subventions publiques de près de 18 000€ par rapport à l'exercice précédent (- 5%), dans un contexte de stagnation des produits du mécénat, aura contraint Musiques sur la Ville à maintenir ses ressources humaines permanentes à un seuil très insuffisant en regard de son volume d'actions, lequel conditionne la capacité de financement de son fonctionnement, l'association n'étant pas conventionnée. Une situation qui, compte tenu du calendrier décisionnel annuel des collectivités contributrices, rend difficile tout réajustement budgétaire, la visibilité financière de la structure ne dépassant pas 3 mois.

L'augmentation relative des prestations et recettes annexes, liées notamment aux succès de manifestations telles que la Nuit du Blues ou le nouveau festival Ça Jase à Châlons ! apportent toutefois une note d'optimisme à ce bilan.

La prolongation sine die de l'administratrice de production en arrêt maladie depuis août 2023, non remplacée, avec pour conséquence la poursuite d'activités du directeur et un recalcul de son indemnité de départ à la retraite, induisent l'inscription d'une provision supplémentaire de près de 7000€.

**Il en découle un résultat de l'exercice en déficit de 4 183 €.**

### **3°) PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

#### **Principes généraux**

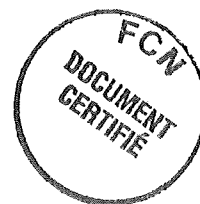
A compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'association applique le règlement ANCC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement remplace les dispositions antérieures et entraîne des modifications de présentation des comptes annuels, ce qui constitue un changement de méthodes comptables.

Les comptes de l'exercice précédent n'ont pas été retraités et demeurent présentés selon les anciennes dispositions.

Les principales modifications concernent :

- La refonte du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique du transfert de charges
- La mise à jour de la nomenclature du plan de comptes
- La réforme des modèles des états financiers.



### Changement de méthode comptable :

Les principaux comptes modifiés sont : .....Avant..... ANC 2022-06

-Reprise de subventions d'investissements .....	777 .....	747
-Charges exceptionnelles .....	672.....	658
-Produits exceptionnels .....	772.....	758
-Transferts de charges : remboursements de sinistres .....	791.....	758
-Transfert de charges : remboursement de formation .....	791 .....	758
-Transferts de charges de personnel (IJ...) .....	791 .....	649
-Valeur nette comptable des immobilisations sorties .....	675.....	657
-Produit de cession des éléments d'actif .....	775.....	757

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 101 608 euros et le compte de résultat présenté sous forme de liste un total de produits de 440 524 euros et un total de charges de 444 707 euros soit un déficit de 4 183 €.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025. Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

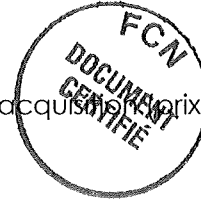
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ni de correction d'erreur ayant un impact significatif.

**Les principales méthodes utilisées sont :**

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).



Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

**4°) NOTES SUR LE BILAN**

**A) L'ACTIF**

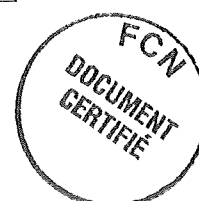
Concernant les acquisitions d'immobilisations :

L'association s'est dotée de :

- Matériels son pour une valeur de 600 €

#### Tableau des immobilisations

	Valeurs d'achat	Amortisseme nts Cumulés	V.N.C
immobilisations incorporelles	2 395	2 395	0
Immobilisations corporelles	71 095	63 680	7 415



#### Etat des échéances des créances

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
avance sur commandes et fournisseurs			
Clients (1)	5 139	5 139	
autres créances	5 825	5 825	
<b>Total</b>	<b>10 964</b>	<b>10 964</b>	

### **B) PASSIF**

#### Etat des dettes

	Montant brut	Échéance jusqu'à un an	Échéance à plus d'un an
dettes fournisseurs	6 657	6 657	
dettes fiscales et sociales	34 381	34 381	
Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit	29	29	
<b>Total</b>	<b>41 067</b>	<b>41 067</b>	

#### Engagements pris en matière de pensions, complément de retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements de retraite sont valorisés en utilisant la méthode rétrospective des unités de crédits projetées avec les hypothèses suivantes :

- Salariés de plus de 55 ans
- Départ volontaire à 65 ans
- Droits prorata temporis
- Taux de progression des salaires. 1,03 %
- Turn-over faible
- Taux d'actualisation financière 4,10 %

Ils représentent un total (y compris les charges sociales) de 26 965 Euros, pour le seul salarié concerné aujourd'hui, c'est-à-dire le directeur, provisionné en totalité.

Autres provisions pour risque

Une provision de 19 704 € a été comptabilisée en 2024 pour faire face à un éventuel risque salarial.

Ce risque est évalué au 31.12.2025 à 21 079 € soit une dotation de 1 375 €.

**5°) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

**Détail des subventions**

**337 563 €**

Ville	209 000 €
Contrat de Ville / Ville	8 000 €
Contrat de Ville / CAC	9 200 €
Contrat de Ville / Etat	11 000 €
Région Grand Est	42 300 €
Département	22 485 €
CGET	8 700 €
DRAC	13 500 €
SACEM	3 000 €
Fondation Braux sous Valmy	10 000 €
Subvention investissement au résultat	378 €

**Charges constatées d'avance :**

**1 847 €**

Logiciels et autres

**Charges à payer :**

**5 740 €**

FCN

Détails des contributions en nature

Travaux, locations, transports et communication, mise à disposition de moyens :

- Ville de Châlons-en-Champagne : 33 026 €





Les Villes mettent conventionnellement à disposition de l'Association Musiques sur la Ville les moyens techniques et nécessaires à l'organisation et au bon déroulement des manifestations.

#### **6°) PERSPECTIVES SUR L'EXERCICE 2026**

A la date de rédaction du présent bilan, Le maintien annoncé des principaux financements publics au niveau de ceux de 2025 permet d'envisager une année budgétaire 2026 et un volume d'actions comparables. Cependant l'incertitude liées aux élections municipales pour quelques partenariats de longue date avec certaines communes pèse sur le volume des prestations qui seront effectuées, lesquelles sont davantage contributrices au fonctionnement de la structure que les subventions généralement assises sur les seuls budgets artistiques.

De fait, l'année verra se dessiner une nouvelle architecture RH de l'association dans la perspective du départ annoncé courant 2027 de son directeur. Une réflexion a été engagée au sein du CA de l'association, qui proposera différents scénari de consolidation à son premier partenaire, la Ville de Châlons-en-Champagne, incluant un conventionnement pluriannuel avec une demande de subvention de fonctionnement, et/ou un rapprochement des structures de diffusion culturelles locales pour la mutualisation des fonctions support.

S'il est communément admis que l'action de l'association contribue de manière déterminante à la qualité de vie sur son territoire, il appartiendra à la Municipalité de Châlons-en-Champagne, première intéressée, de mesurer, à l'aube d'un nouveau mandat de 7 ans, les conditions de sa pérennité.

